



le bluma

bulletin de liaison d'un monde d'avance

EDITORIAL | Pascal Cherki

Maison commune ou astre mort !

Ayons le courage d'affronter la vérité des résultats, le PS a subi un important et significatif revers lors de ces élections européennes, alors que le rapport gauche/droite reste stable dans le pays. La comparaison avec le scrutin de 2004 est sans appel, les socialistes ont perdu 2,1 millions de voix. 1,5 million de ces voix se sont portés sur les listes Cohn-Bendit et 600 000 voix sur les listes d'extrême Gauche. Et pourtant, la droite n'a jamais aussi peu fait campagne sur ses thèmes. Oublié l'assistanat, maintenant la priorité est aux stabilisateurs sociaux. Oublié le pacte de stabilité, priorité à la régulation.

Comment expliquer alors que, dans un tel contexte, nous ayons, dans toute l'Europe, subi une telle raclée ?

Tout simplement parce que la social-démocratie s'est progressivement et lentement mise hors-jeu. Cette défaite est d'abord celle d'une orientation qui a partout fait la preuve de son échec.

Au Royaume-Uni, le blairisme présenté encore il y a quelques années comme le parangon de la modernité a atteint le score historiquement bas de 14,5% apparaissant comme un parti corrompu, stupidement aligné sur les américains et déliquescents à l'image de la finance dont il avait prétendu faire le modèle de sa croissance économique.

En Allemagne, le SPD chute historiquement à 20% et paie ainsi sa participation à un gouvernement d'union nationale avec la CDU qui a conduit les électeurs à préférer l'original conservateur à la copie sociale-conservatrice.

Partout, à l'exception de la Grèce et du Danemark, la social-démocratie recule et chute lourdement. La France ne fait pas exception. Nous avons nous-même donné les verges pour nous

faire battre en nous arque boutant sur un PSE à la dérive et en agitant comme seul viatique un Manifesto dont personne dans notre électorat n'avait rien à faire. Cerise sur le gâteau nous avons axé toute notre campagne autour de l'alternative à Barroso, ce qui est juste en soi, mais sans vérifier que tous nos partenaires du PSE étaient sur la même longueur d'onde. En conséquence, dès le début de la campagne nous nous sommes désarmés politiquement. Alors que notre électorat attendait qu'on lui parle lutte contre les licenciements boursiers, lutte contre le libre-échange généralisé, salaire minimum européen, croissance durable, défense et promotion des services publics, nous avons mené une campagne désincarnée.

L'autre leçon de ce scrutin c'est l'aspiration au rassemblement. Toutes les listes qui ont incarné un rassemblement ont vu leur score plus ou moins progresser. C'est le cas d'Europe Ecologie qui a su donner un souffle et une dimension nouvelle en fédérant des personnalités fortes comme Cohn-Bendit, Eva Joly et José Bove, trois lutteurs qui, chacun à sa manière incarnent une forme de contestation du système. C'est le cas du Front de Gauche qui a su dépasser les frontières traditionnelles de l'influence communiste. C'est aussi le cas de l'UMP qui a su mettre son camp en ordre de marche.

En revanche, les listes qui incarnaient un repli sur elle-même comme le MODEM, le NPA et le PS ont été sanctionnées par l'électorat. En ce qui concerne le MODEM, il y a tout lieu de s'en réjouir. Ainsi contrairement à ce que certains pensaient et pensent encore au PS ou chez les Verts, l'avenir n'est pas dans l'alliance avec le MODEM.

L'avenir de la gauche, c'est un rassemblement qui inclut toute la gauche du NPA au PRG.

Après libre à chacun de dire si oui ou non il souhaite en faire partie.

L'avenir de la gauche c'est de commencer à bâtir cette maison commune riche de toutes les sensibilités de la gauche, socialiste, communiste, écologiste, anticapitaliste, républicaine. Une maison commune qui ne soit pas l'adjonction de chacune de ces sensibilités mais leur dépassement dans une dynamique porteuse d'un programme nouveau et collectif, débouchant sur des listes communes.

Face à la crise sans précédent de l'économie capitaliste, il n'y a pas d'autre choix à gauche que celui du dépassement de nos chapelles dans un rassemblement nouveau. Une course de vitesse est engagée face à la droite extrême et libérale. Il nous appartient d'y répondre sinon la gauche ressemblera à ces étoiles qui diffusent encore une lumière qui continue de nous parvenir alors qu'en fait elles sont mortes depuis bien longtemps.

■ Pascal Cherki, Secrétaire général Un monde d'avance et maire du 14^e arrdt de Paris



25.26.27 septembre 2009

UNIVERSITES DE RENTREE
LE RASSEMBLEMENT
PORT D'ALBRET - LANDES

UN MONDE D'AVANCE

EUROPÉENNES | Benoît Hamon

Dépasser le Parti Socialiste.

Intervention au Conseil national du Parti Socialiste, le 9 juin 2009.

Tout à l'heure, un camarade me prenant par le bras, me disait « je suis social démocrate et je pense que ton discours a trop déporté le parti sur la gauche, ce qui explique que tant de voix se soient déplacées des socialistes vers les verts. »

Je me demande parfois pourquoi on ne se respecte pas davantage ? Pourquoi on s'inflige ce type d'analyse grossière et pourquoi on ne regarde pas la réalité de notre échec collectif en face ? Je me demande pourquoi, alors qu'on vient d'enregistrer un échec, après trois défaites successives à des scrutins nationaux, on en est encore à penser que, dans la bataille de l'interprétation, il y a encore une petite place à gratter, une petite victoire à emporter dans l'appareil ? Je me demande pourquoi on en est encore à essayer d'enfoncer un peu plus les uns pour se renforcer un peu plus soi-même. J'en prends ma part. Je n'ai jamais prétendu être exemplaire mais je pense que ce qu'on attend de nous, à l'issue d'une campagne difficile, c'est que nous nous respections. Nous appartenons à une grande formation politique qui mérite, à défaut de nous aimer tous, de nous respecter.

Je voudrais remercier tous ces militants qui, dans une campagne qui n'était pas facile parce qu'on ne nous aura rien épargné, ont mis leur orgueil et leurs états d'âme dans leur poche. Je remercie ces camarades qui ont décidé de faire campagne pour le PS, certains avec beaucoup d'engagement et d'envie, d'autres simplement par devoir parce qu'il fallait travailler pour le parti.

Le PS ne donne plus envie.

Je voudrais dire en quelques mots ce que je vois à l'issue de cette élection. Nous avons obtenu 2,1 millions de voix de moins qu'en 2004. L'extrême gauche en a recueilli 600 000 de plus et les Verts 1,5 million de plus, soit 2,1 millions au total. Il y a sans doute des voix qui se sont éparpillées ailleurs mais pour l'essentiel c'est au sein de la gauche que les voix se sont redistribuées.

La question qui nous est donc posée aujourd'hui est de savoir pourquoi les classes populaires ne votent plus pour nous et pire, pourquoi ont-elles pris l'habitude de ne plus venir voter ? Si on veut préparer 2012 sérieu-

sement, nous devons savoir régler cette question là dans les trois ans qui viennent. C'est une question centrale.

Les échecs de la sociale-démocratie européenne

Objectivement, la social-démocratie européenne - nous le disons tous avec nos mots - n'en finit pas d'être en crise. C'est même de ses rangs qu'est venu le principal argument qui nous a mis à genou, au début de la campagne. Certains pensaient que nous pouvions faire campagne, parler de la crise économique et sociale, offrir des solutions et en même temps que Barroso devait rester président de la Commission.

Quand Mme Lagarde demande que les déficits liés à la crise soient mis de côté, qui s'oppose à cela ? Deux socialistes européens. D'un côté Joaquin Almunia commissaire des affaires économiques et monétaires issu du PSOE et le ministre des finances allemand Peer Steinbrück du SPD. Ce sont des camarades, qui sur la question du pacte de stabilité et de croissance qui - alors que Mme Lagarde ne peut pas être suspecte d'une grande conversion sociale et régulatrice - défendent l'orthodoxie libérale. Cette crise de la sociale démocratie existe, ne soyons pas dans le déni. Ne soyons pas dans le déni parce que cette crise explique aussi pourquoi certaines thèses que nous avons défendues ensemble au sein du Parti socialiste européen - quelque soit notre appartenance à un courant ou à un autre - n'aient pas été entendues.

Pour cette législature, nous n'aurons, je crois, que 157 euro-députés socialistes. J'observe que les pays dans lesquels nous avons fait un bon score étaient ceux où le débat était le plus clivé.

J'observe que là où les camarades ont gouverné en coalition, là où ils se sont considérablement recentrés, là où ils ont mis plus de temps à tirer les leçons de la crise que les libéraux, ils ont connu des échecs comparables ou pires que celui que nous connaissons en France.

Rassembler et reconquérir.

Nous avons deux tâches historiques : préparer demain la manière dont la gauche socialiste française va reconquérir le pouvoir en France et préparer la refondation de la sociale dé-

mocratie européenne.

C'est pour ça que je pense que la réponse à ce que nous venons de vivre ne peut pas être une affaire de design, de mode, de changement de dispositif.

La réponse ne peut pas être de refaire ce que nous avons trop souvent fait : changer un peu le discours, remplacer tel camarade par un autre et espérer que tout ira mieux.

Le problème que nous avons, c'est que nous ne faisons plus envie. Et même lorsque nous disons des choses intéressantes, les gens ne croient plus en nous. Sur les marchés, lors des porte-à-porte, en campagne, on nous demandait ce que nous ferions de si différent par rapport aux libéraux. Et quand on arrivait à faire des propositions, on nous demandait si nous étions capables de gouverner malgré les divisions internes.

Nous l'avons tous vécu. Nous n'arrivons pas à incarner une alternative au modèle libéral, ni à rendre crédible une alternance. Nous sommes tous responsables de cette incapacité et je ne m'exclus pas de ce constat.

Nous avons aujourd'hui une base, 17 %. Cela nous laisse quelques raisons de croire que nous avons le devoir d'engager une nouvelle étape historique.

Oser le dépassement du parti.

Tous les partis de gauche ont entrepris une tâche qui est celle de leur propre dépassement : à l'extrême gauche avec la création du NPA, à notre gauche avec la création du Front de gauche, - même si ce parti n'obtient que 31000 voix de plus qu'en 2004, alors qu'à l'époque il y avait un gros vote utile favorable aux socialistes -, et du côté des Verts avec la création d'Europe écologie qui est un dépassement réussi de ce qui était jusqu'ici leur identité.

Il nous revient, aujourd'hui, de nous inscrire aussi dans ce processus de dépassement. C'est ma conviction. Je ne crois pas que ce soit dans un énième rebond interne, autour d'un énième casting différent, que nous arriverons à proposer une alternance et une alternative crédibles au modèle libéral.

Alors comment réussir ce dépassement du Parti socialiste ?

Je pense que nous devons nous laisser submerger par un processus politique qui aboutira à la constitution d'une maison commune de la gauche, - pour reprendre les mots de Martine -, avec trois sujets.

Premièrement, le projet. J'observe, qu'à gauche, tout le monde se pose les mêmes questions : le rôle de l'état, les régulations possibles au niveau national et international, les protections, les salaires, la répartition capital - travail, la protection de l'environnement, etc. Nous nous posons ces questions de la même manière. Bien sur, nous ne les hiérarchisons pas de la même façon, mais il devrait être facile

de réunir autour d'une table les dirigeants politiques et militants des partis de gauche pour en discuter.

Deuxièmement, l'échéance de 2012. Je suis personnellement favorable à un candidat unique de la gauche mais nous devons poser cette question sans préalable et sans imposer un ordre de discussion. Avec un seul objectif : nous mettre en situation de battre Nicolas Sarkozy, au nom et avec le soutien des classes populaires et moyennes.

Troisièmement, la constitution d'une maison commune de la gauche, peu importe son

nom, qui permette utilement aux militants de se parler, de se confronter.

Si nous parvenons à ce dépassement, sans préalable, sans volonté hégémonique, sans dicter nous-mêmes l'agenda, je pense que le PS trouvera là le moyen de se refonder et de redevenir le porteur d'une espérance politique. Je souhaite que nous fixions dès cette semaine cette ambition. Je souhaite que nous propositions publiquement à nos partenaires cette offre de travail commun.

■ Benoit Hamon, porte-parole du PS

EUROPEENNES | Henri Emmanuelli

Proposer le rassemblement de la gauche, sans exclusive.

Intervention au Conseil national du Parti Socialiste, le 9 juin 2009.

Ce n'est pas la première fois que l'on vit un moment difficile mais je crois que celui-ci l'est particulièrement. Et je le dis comme je pense, Martine : nous aurions dû prendre un peu plus de temps pour réfléchir à ce qui s'est passé dimanche dernier et décaler un peu cette réunion. 48 heures après, je ne suis pas certain que nous ayons eu les uns et les autres le temps de faire les analyses nécessaires. Si on pouvait avoir, pour l'avenir, puisqu'il faut se renouveler, se refonder, des habitudes de travail un peu plus sérieux, cela me conviendrait assez bien, même si je ne suis pas forcément le plus studieux.

Chers camarades, ce qui se passe est d'autant plus grave que si on regarde la réalité, elle est en train de nous donner raison au moment où nous perdons politiquement. La campagne de Sarkozy, c'était bien « travailler plus pour gagner plus » ! C'était bien « éradiquer l'esprit de mai 68 » - Cohn-Bendit doit se marrer ce soir ! C'était bien d'assimiler toutes les formes de protection sociale à l'assistanat ! Et ça nous a fait tant de mal ! Or, aujourd'hui, que dit Sarkozy ? Que dit la droite ? Ils n'ont pas d'état d'âme, ce n'est plus de l'assistanat, ce sont des « stabilisateurs sociaux ». Ils nous expliquent à longueur de journée que c'est grâce à ces stabilisateurs sociaux que nous résistons mieux que les autres.

Et que nous disent les gens dans la rue ? « vous ne feriez pas mieux ». C'est cela le fond du fond ! Nous l'avons tous entendu ce « vous ne feriez pas mieux de toute façon ». Ils vont même plus loin en rajoutant « en plus, lui, il fait

ce qu'il peut pendant que vous, vous vous disputez ».

Une fois qu'on a dit cela, le cadre est fixé et après il n'y a plus qu'à ramer, merci pour les colleurs d'affiches et pour ceux qui s'égosillent sur les tribunes, dans des réunions où ne viennent que nos camarades, pas tous d'ailleurs, et ceux qui viennent, le font pour nous faire plaisir.

La réalité est là. Quand on dit que la social-démocratie n'est pas touchée, si, elle l'est, gravement même. Moi qui racontais tout à l'heure à Benoit l'histoire du Conseil européen ce matin, ce spectacle encore ahurissant où ce sont les ministres sociaux-démocrates qui sont les gardiens de l'orthodoxie face à des ministres censés être conservateurs prêts à donner au pacte de stabilité toute la souplesse nécessaire. Assouplissement du Pacte qui était un de nos vieux thèmes pas sans doute le plus populaire, mais qui faisait partie de nos débats.

Et comment fait-on une campagne lorsque nous disons au départ que nous voulons changer l'Europe et que, dans les huit jours qui suivent, il y a trois premiers ministres socialistes qui disent : « Moi, je suis pour la reconduction de Barroso » ? Eh bien, il n'y a plus qu'à aller se rhabiller, franchement, et c'est un peu ce qui nous est arrivé. De même, il ne suffit pas de brandir tous les cinq ans l'Europe sociale - cela quatre ou cinq reprises, je ne les compte plus.

Sauf qu'entre-temps, les fameux accords techniques font que, quand on fait le décompte de qui a voté quoi, ce n'est pas clair même si les socialistes français, je le reconnais,

sont les mieux placés dans ces votes-là... Nos adversaires de gauche s'en sont donné à cœur joie.

Et notre réponse est toujours la même : « qu'est-ce que vous voulez, c'est un paquet globa et comme il y avait des choses qui nous intéressaient dans le paquet, il a bien fallu qu'on prenne ce qui ne nous allait pas ».

Le résultat, c'est qu'on se fait taper en public. C'est pourquoi notre électorat traditionnel a beaucoup de réticences à nous croire sur un certain nombre de sujets.

Voilà la réalité ! Et je crois qu'il faut qu'on se le dise très tranquillement. D'ailleurs, les gens attendent qu'on se le dise publiquement parce qu'ils préfèrent qu'on se le dise plutôt que de ne rien leur dire. Il n'y a pas que nous, mais quand même, c'est nous qui avons pris le coup le plus dur. Et si on continue à faire comme si tout ça n'existait pas, ce sera de pire en pire. En tout cas, ce n'est pas demain qu'on va renouer avec la victoire.

Il faut faire sérieusement l'analyse électorale. Cela a été dit : aujourd'hui, la droite n'a pas plus de voix qu'en 2004, mais elle caracole devant. De notre côté, nous avons perdu 1,5 million de voix, cela a été dit, je ne vais pas le répéter.

Donc la concurrence était à l'intérieur de la gauche. Je rappelle simplement qu'au moment de la présidentielle c'était l'inverse : il y avait 1,5 million de personnes qui avaient voté pour les écologistes, qui sont venues sur la candidate socialiste, comme quoi cet électorat-là peut bouger massivement et très rapidement. Et ça ne fait que renforcer, passez-

moi l'expression, l'idée qu'il faut rassembler la gauche. Il faut éviter à cet électorat ces chassés-croisés. Et cela passe par des candidatures, peut-être pas communes pour tout le monde, ce sera difficile, mais en tout cas une candidature qui rassemble suffisamment de forces de gauche pour avoir la crédibilité et la porter au second tour.

J'écoute le débat de ce soir. Je ne suis pas certain qu'on soit aussi clair que ça sur les alliances les uns et les autres. Il y a des choses qui sont dites ici ; il m'a semblé que d'autres n'étaient pas dites mais suggérées. Quand on dit qu'il faut rouvrir le congrès ! Vincent, il me semble qu'au congrès on avait tranché la question des alliances. Il me semble qu'au congrès on avait tranché la question de la ligne. Alors, dire qu'il faut rouvrir... Il faut aller jusqu'au bout. Et je dis cela très amicalement, parce que je pense qu'il vaut mieux qu'on se dise les choses clairement, explicitement.

Et de ce point de vue là, Martine, il est urgent que la direction du parti rassemble les présidents de Régions rapidement, que ce soit formalisé, et qu'à la limite il y ait un vrai vote du bureau national et du Conseil national sur la stratégie. Parce que j'ouvre la presse régionale, je vois que ce qui est dit ici ne ressemble pas tout à fait à ce qui est dit à côté. Je vois aussi des gens qui ont décidé de s'emparer à eux tous seuls de la stratégie : « j'ai été élu une fois, je suis le seul maître à bord après Dieu et je ferai ce que je veux. »

Non, on ne peut pas fonctionner comme ça et on ne fonctionnera pas comme ça. Si on ne rétablit pas rapidement la situation, vous verrez que l'année qui vient risque de nous apporter un certain nombre de déconvenues.

Je suis pour le rassemblement de la gauche sans exclusive. Je sais bien que certains n'en veulent pas mais je sais qu'il faut le leur proposer quand même. Ensuite, c'est à eux de dire non. D'ailleurs, vous avez vu que, quand ils refusent le rassemblement, ça ne leur porte pas chance électoralement - je pense au NPA. Je pense qu'ils ne doivent pas être très fiers de leur prétendue habileté stratégique au cours de cette élection. Donc, il faut offrir des possibilités à toute la gauche de discuter avec nous d'un programme de gouvernement qui, comme vient de le rappeler Bergounioux, n'est pas simplement la désignation dans une primaire d'un-e candidat-e miracle qui surgirait comme ça au dernier moment, sans que soit réglée la question des législatives, et j'en passe.

Je suis pour un rassemblement de la gauche et pour qu'on fasse une offre rapidement. Je suis aussi, Martine, permets-moi de te le dire avec franchise, pour que ce que tu nous as annoncé soit formalisé et qu'on ait l'occasion de se prononcer dessus, car il nous a été dit qu'un certain nombre de choses avaient été faites, je ne sais pas très bien lesquelles, j'avais compris une ou deux, je n'ai pas compris l'ensemble, mais je pense que c'est le rôle du Conseil national que de donner son avis sur ce que peuvent être les modifications de direction, les processus ou les calendriers. Réapprenons à fonctionner démocratiquement.

Je sais bien que la logique présidentielle l'emporte sur tout mais si on la laisse perdurer dans ce parti, elle emportera le parti or ce parti n'a existé que parce que plusieurs familles pouvaient y coexister et que leur garantie, c'était la proportionnelle, qu'il y avait un fonc-

tionnement qui allait avec. Cela ne peut pas être dans le parti la reproduction de ce qui se passe dans le pays.

Et de ce point de vue là d'ailleurs on régresse démocratiquement, complètement au niveau du pays. Savoir qu'un homme décide à lui tout seul, vous me direz que c'était le cas avant, mais quand même il y avait des contrepoids, d'autres partenaires qui avaient leur mot à dire, de la politique étrangère, de tout. Là, il n'y a plus de gouvernement, il n'y a plus d'institutions, c'est la logique du pouvoir personnel. J'espère qu'on va s'éviter cela chez nous. Donc il y a des décisions à prendre et des formalités.

Moi, je souhaite que des offres soient faites sur le rassemblement de la gauche et je dis très tranquillement : si ce n'est pas la direction que prend le Parti, alors on le fera sans lui ou il faudra prendre d'autres initiatives, mais il faut que ce soit maintenant, que ce soit formalisé, que ce soit porté et il faut savoir que dans le parti est pour et qui est contre et qu'on aille de l'avant parce que cela ne sert à rien effectivement de regarder derrière. Cela a été dit par plusieurs d'entre vous, il faut aller de l'avant avec optimisme, faire la rénovation, changer les têtes, mais en garder quelques-unes. Vous avez vu les écologistes, ils en ont gardé une, elle s'est pas mal débrouillée; c'est le seul point qui m'a fait plaisir. Je me suis dit « tiens, ce jeune rénovateur de Cohn-Bendit a le même âge que moi » !

Henri Emmanuelli, député des Landes

Formulaire de contact

Nom : _____ Prénom : _____
E-mail : _____ Téléphone : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Fédération : _____ Section : _____

- je souhaite recevoir des informations sur Un monde d'avance
- je souhaite être contacté par Un monde d'avance
- je souhaite cotiser par chèque à Un monde d'avance

CONTACT

Par téléphone
01.40.63.81.21

Par e-mail
mparillat@gmail.com

Par courrier
Complétez ce formulaire et adressez-le à Assemblée Nationale à l'attention de Roberto Romero bureau 6853 - 126, rue de l'université - 75355 Paris 07 SP.

Soutenir un monde d'avance
Chèque à l'ordre de « Un monde d'avance ».

www.unmondedavance.eu